



Département du B.A.T.I.I

Direction Ateliers Exploitation Énergie Livraisons Événementiel

Marché de services

**Exploitation et maintenance des installations
thermiques du patrimoine immobilier des membres
du groupement de commande :
Ville de Nantes, C.C.A.S. de Nantes
et Nantes Métropole**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure formalisée

(Article R2161-2 du code de la commande publique)

***Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)***

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence
(A.A.P.C.)

Exploitation et maintenance des installations thermiques

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur l'exploitation et la maintenance des installations thermiques du patrimoine immobilier des membres du groupement de commande que sont la Ville de Nantes, le C.C.A.S. de Nantes et Nantes Métropole

Le « Membre » est la personne publique adhérente au Groupement de commandes.

En tant que coordonnateur, la Ville de Nantes pilote la procédure de passation du marché, son attribution, sa signature et sa notification y compris le suivi du marché. Les membres du groupement assurent quant à eux l'exécution opérationnelle ainsi que l'exécution financière du marché.

Visite des sites

Dans le cadre de cette consultation, et bien que cela ne soit en rien une obligation, une visite des principaux sites est **fortement recommandée**.

Des visites sont prévues aux dates suivantes : Les 23 et 24 avril 2024.

Au préalable, les candidats devront prendre rendez-vous auprès de M. Franck DENIAUD :
courriel : franck.deniaud@nantesmetropole.fr
tél. : 06 31 71 24 11

1.2 – Mode de consultation

Procédure formalisée (art. R2161-2 et suivants du Code de la commande publique).

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations portent sur 3 lots décomposés comme suit :

N°	Libellé du lot
Lot 1	Installations thermiques dans les bâtiments tertiaires de la Ville de Nantes et les bâtiments du C.C.A.S.
Lot 2	Installations thermiques dans les équipements associatifs et sportifs de la Ville de Nantes
Lot 3	Installations thermiques des bâtiments de Nantes Métropole

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Attribution pour 1 lot maxi

Toutefois, un même candidat ne pourra se voir attribuer plus d'un lot, conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où un candidat serait classé premier sur deux ou trois lots, le choix du lot qui lui sera attribué sera fonction de l'ordre de préférence (annexe ordre de préférence à compléter au moment de la remise des offres) qu'il aura établi au titre de la consultation. En l'absence de réponse sur l'ordre de préférence, l'ordre chronologique des lots (1, 2, 3) sera retenu.

Exploitation et maintenance des installations thermiques

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5- Nomenclature

La classification principale pour l'ensemble des lots conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lots	Classification principale
1 , 2 , 3	Services de réparation et d'entretien de chauffage central (50720000)

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché seront fixés dans le cadre de l'acte d'engagement et du C.C.A.P.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

Exploitation et maintenance des installations thermiques

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes pour chaque lot
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Les fiches descriptives des installations
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Le cadre de mémoire méthodologique

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française certifiée par un traducteur assermenté et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement → <i>En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet dès la remise de l'offre.</i>
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public (en annexe au DC2 si utilisation de ce document et tout document complémentaire).

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Exploitation et maintenance des installations thermiques

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 – Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Le Bordereau de Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) , dûment renseignée par lot.
Le mémoire technique rédigé sur la base du cadre de mémoire technique joint au DCE
Les attestations nominatives de formation sous section 4 au risque amiante des personnels dédiés

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Exploitation et maintenance des installations thermiques

Critères	Coef.
Valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre	60
<ul style="list-style-type: none"> Pertinence de la méthodologie d'interventions P2 (préventive) 	15
<ul style="list-style-type: none"> Pertinence de la méthodologie d'interventions P3 (curative) 	10
<ul style="list-style-type: none"> Pertinence des moyens humains mis en place pour assurer les prestations 	15
<ul style="list-style-type: none"> Pertinence des moyens techniques mis en place pour assurer les prestations 	10
<ul style="list-style-type: none"> Pertinence des solutions de reporting pré et post interventions (planning, rapports interventions) et des moyens de communications mis en oeuvre avec le maître d'ouvrage 	10
Critères environnementaux	10
<ul style="list-style-type: none"> Part des déchets générés par le marché orientés vers une filière de réemploi ou de recyclage 	5
<ul style="list-style-type: none"> Labels des produits de nettoyage utilisés, visant à garantir une réduction des impacts sur la santé et l'environnement tout au long du cycle de vie 	5
Prix des prestations	30
<ul style="list-style-type: none"> Valeur du P2 	15
<ul style="list-style-type: none"> Écart-type de la Valeur du P3 avec l'estimation du maître d'ouvrage et de la valeur du coefficient de marge sur catalogue fournisseur pour devis P3 	5
<ul style="list-style-type: none"> Cohérence du prix horaire de main d'œuvre par rapport aux prix P2 et du nombre d'heures prévues. 	10

Pour tenir compte de l'importance accordée à chaque critère, une pondération sera appliquée au moyen d'un coefficient comme mentionné ci-dessus.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt

Courriel : contact.marches@nantesmetropole.fr